

ÉLECTIONS QUÉBEC 2014

## Comparaison des plateformes économiques

En date du 27 mars 2014

### Frédéric Laurin, PhD en économie

Professeur en économie  
Département des sciences de la gestion  
Université du Québec à Trois-Rivières  
[www.fredericlaurin.com](http://www.fredericlaurin.com)  
Twitter: @fredericlaurin





Voici une comparaison des engagements électoraux en matière de développement économique des quatre grands partis politiques se présentant aux élections du 7 avril prochain. Je n'ai pas voulu entrer dans un débat de chiffres et de comptabilité que je laisse à d'autres commentateurs. Plutôt, les plateformes électorales sont évaluées selon trois grands critères liés aux grands enjeux de l'économie du Québec:

1. **Développement économique** : croissance et création de richesse, développement régional (les régions et les villes), plans sectoriels en appui au secteur agricoles, manufacturiers, des services ou des ressources naturelles, Entrepreneuriat et création d'entreprise.
2. **Compétitivité du Québec** : innovation, éducation, exportations, formation des travailleurs, attraction des investissements étrangers;
3. **Emploi** : lutte contre le chômage et intégration des personnes sur le marché du travail.

Pour certaines mesures, j'ajoute un commentaire éditorial en *caractère italique*.

J'aurais souhaité ajouter le développement durable à ces critères, un enjeu crucial pour le Québec, mais par souci de ne pas alourdir davantage la comparaison, je laisse au lecteur le soin de faire cette analyse.

À la fin du tableau, je donne une note sur 10 au programme de chaque parti selon la capacité de ses engagements électoraux à concrètement et efficacement améliorer la situation économique du Québec.

	<b>CAQ</b>  COALITION AVENIR QUÉBEC	<b>PLQ</b>  Parti Libéral du Québec	<b>PQ</b>  PARTI QUÉBÉCOIS	<b>QS</b>  Québec solidaire
	Le plan économique caquiste s'inspire largement du <a href="#">Projet Saint-Laurent</a> que François Legault a présenté dans son livre « <a href="#">Cap sur un Québec gagnant : le projet Saint-Laurent</a> » publié en octobre 2013.	Outre son cadre financier, le PLQ n'a pas publié de plateforme électorale à ce jour. Il faut scruter le site Internet du parti pour retrouver un ensemble disparate d'engagements électoraux.	L'essentiel de la plateforme économique du PQ reprend la <b>Politique industrielle québécoise</b> ainsi que sa <b>politique économique</b> <b>Priorité emploi</b> et sa <b>Politique nationale de la recherche et de l'innovation</b> que le gouvernement a divulguées en automne 2013. Voir mon <a href="#">analyse twitter</a> sur ces politiques.	La plupart des propositions de QS sont présentées dans sa plateforme économique.

Appréciation générale				
	<p>Avec son <a href="#">projet Saint-Laurent</a>, François Legault offre une vision du développement économique originale, mobilisatrice, pertinente et intelligente.</p> <p>Le projet s'articule autour du fleuve Saint-Laurent pour donner au projet une cohérence générale facilement compréhensible pour le citoyen. Le projet touche aux enjeux les plus importants du développement économique : innovation, éducation, environnement et l'entrepreneuriat. Dans ces conditions, je ne comprends pas pourquoi ce projet n'a pas suscité davantage d'intérêts de la part des médias et de la population en général.</p> <p><a href="#">En 2012</a>, je reprochais à la CAQ son manque de vision d'ensemble en termes de développement économique. Le plan Saint-Laurent répond tout-à-fait à cette critique.</p> <p>Le livre de François Legault sur son projet Saint-Laurent présente une vision très personnelle et enthousiasmante de l'avenir économique du Québec. Il y a longtemps que nous n'avions pas vu cela au Québec.</p>	<p>Pour un parti qui dit faire de l'économie sa grande priorité, le PLQ présente programme économique vraiment minimaliste. Tout est centré sur le Plan Nord, tandis que les autres aspects restent au niveau des intentions générales. Or, comme je l'expliquais dans mon <a href="#">Blogue économique</a>, le Plan Nord est utile. Mais baser toute une économie sur l'exploitation des ressources naturelles, c'est archaïque. Au 21<sup>ème</sup> siècle, il faut miser sur l'innovation. Malgré tout, le PLQ compte créer 250 000 emplois en 5 ans. Totalement irréaliste.</p> <p>Outre cette critique, le PLQ a littéralement copié des parties du projet Saint-Laurent de la CAQ, notamment la stratégie maritime. C'est proprement scandaleux.</p>	<p>Le PQ bénéficie de l'avantage d'avoir été au gouvernement pendant plus d'un an. Cela lui permet de s'appuyer sur la fonction publique au sein des différents ministères pour pouvoir analyser et développer toute une série de politiques à saveur économique (Politique industrielle québécoise, politique économique Priorité emploi, Politique nationale de la recherche et de l'innovation, etc.). Du coup, la plateforme du PQ apparaît, de loin, comme étant la plus complète et la plus exhaustive. A son crédit, le PQ, en un an, a quand même pris l'initiative de développer ces politiques, ce qui est tout à son honneur.</p> <p>Ainsi, sur papier, le PQ semble avoir la meilleure plateforme économique.</p> <p>Sauf que... Il y a une marge entre mettre sur papier des politiques, et l'application concrète de ces politiques. On constate que, pour le PQ, développement économique rime nécessairement avec dépenses de milliards de dollars. Or, le développement économique, c'est aussi une meilleure organisation des choses, ce qui ne coûte pas nécessairement beaucoup d'argent. Sur ce point, la vision de la CAQ est plus intéressante. Mais surtout, le PQ tend à avoir une approche trop technocratique qui peut tuer le développement économique.</p>	<p>QS n'aspire pas à prendre le pouvoir le 7 avril prochain, et il le démontre dans son programme électoral par la prolifération de grands objectifs généraux sans aucune mesure concrète, souvent irréalisables en pratique et parfois totalement démagogiques. Il y a plusieurs bonnes idées dans le programme, mais en général, QS confirme qu'il ne comprend rien au développement économique et, de fait, ce thème ne l'intéresse pas vraiment. Il n'y a aucune mesure visant directement la création de richesse. Je sais que cette dernière expression est tabou auprès de la base de QS. Mais en 2014, la distinction ridicule entre la croissance de la tarte et le partage de la tarte est aujourd'hui un faux débat. Pour partager les richesses, il faut d'abord les créer.</p> <p>Autre irritant majeur : on promet des mesures très coûteuses, notamment la gratuité pour plusieurs services. D'où vient cet argent? De la poche des riches évidemment! C'est la solution de la facilité.</p> <p>Un parti de gauche peut très bien proposer un programme ambitieux et révolutionnaire, tout en étant réalisable en pratique, concret et intelligent. Ceci aurait permis de rassurer et de convaincre davantage de québécois sur la possibilité réelle d'instaurer au Québec une économie plus solidaire, plus sociale, plus équitable et plus respectueuse de l'environnement.</p>
<b>Points positifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Projet Saint-Laurent offre une véritable stratégie cohérente de développement économique, qui aurait la capacité de s'inscrire dans l'imaginaire collective grâce au fil conducteur et au symbole que représente le fleuve Saint-Laurent.</li> <li>Identifie les principaux enjeux du développement économique du Québec : innovation, qualité de l'éducation, décrochage scolaire, entrepreneuriat et relève d'entreprise, investissement, etc.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Emphase sur le chômage et la création d'emploi, notamment grâce au fameux Plan Nord.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme très complet.</li> <li>Beaucoup de mesures liées au développement régional et sectoriel.</li> <li>Relève plusieurs enjeux importants du développement économique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Malgré mes critiques, QS a vraiment bonifié son programme par rapport à 2012.</li> <li>Excellentes mesures concernant le pacte fiscal avec les villes, la décentralisation des pouvoirs, et l'extension de l'assurance parentale et les congés familiaux.</li> <li>Importance donnée aux questions environnementales, et à l'impact économique positif de la sortie du pétrole, allant bien au-delà des autres partis.</li> </ul>
<b>Points négatifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Comme toujours chez la CAQ, le diable est dans les détails. Malgré un projet d'ensemble cohérent, plusieurs éléments du plan Saint-Laurent ne sont tout simplement pas applicables ou fonctionnels.</li> </ul> <p>Notamment, comme je l'expliquais sur mon <a href="#">Blogue économique</a>, la référence abusive à la <a href="#">Silicon Valley</a> me laisse penser que la CAQ ne comprend pas tout à fait les fondements d'un tel « <a href="#">cluster</a> » industriel.</p> <p>La Silicon Valley est une concentration d'entreprises, d'universités et de centres de recherche dans un MÊME domaine d'activité au sein d'un territoire RESTREINT. Cela ne fait donc pas de sens de parler d'un cluster sur l'ensemble de la Vallée du Saint-Laurent (500 km) dans tous les secteurs...</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme minimaliste.</li> <li>Outre le Plan Nord, rien de très original ou novateur par rapport à ce qui se fait déjà.</li> <li>Trop dépendant du Plan Nord. Attention de ne pas sacrifier l'avenir manufacturier du Québec en priorisant le Plan Nord. Comme le titrait le Journal Les Affaires « <a href="#">Vivement un Plan Sud!!!</a> »</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Beaucoup d'activisme et de lancement de « politiques nationales » de toutes sortes. Mais quelle cohérence? Et quelle application?</li> <li>Plateforme coûteuse. Le réflexe du PQ, c'est de dépenser de l'argent avant même de penser à réorganiser les choses.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Série d'engagements électoraux peu crédibles, irréalistes, corporatistes, populistes et démagogiques.</li> <li>Aucune mesure favorisant directement le développement économique. Aucun intérêt pour ce thème.</li> </ul>
<b>Note sur 10</b>	8 / 10	6 / 10	8,5 / 10	3,5 / 10

<i>(entre parenthèse, note en 2012)</i>	(7,5 / 10)	(6 / 10)	(6,5 / 10)	(3 / 10)
Développement économique				
<p><b>Croissance économique</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Projet Saint-Laurent</b> : grand projet qui vise faire émerger dans la vallée du Saint-Laurent une « Vallée de l'innovation ». Il y a beaucoup d'éléments dans cette politique. Il s'articule autour de trois grandes orientations : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Favoriser l'innovation</li> <li>• Créer une « <a href="#">Silicon Valley</a> » dans la Vallée du Saint-Laurent</li> <li>• Se réapproprier le Saint-Laurent (accès aux berges, dépollution, tourisme, mise en valeur, transport maritime, etc.)</li> </ul> <p><i>Le plan touche à la fois l'innovation, l'éducation, l'environnement (embellissement des rives et dépollution du Saint-Laurent), les collaborations entreprises-universités et l'entrepreneuriat.</i> <i>Pour une analyse de ce projet, voir mon <a href="#">Blogue économique</a> qui lui est consacré.</i></p> </li> <li>● <b>Création d'une « Silicon Valley » dans la Vallée du Saint-Laurent.</b> <i>Une <a href="#">Silicon Valley</a>, c'est un « cluster » industriel, c'est-à-dire un lieu où s'est instauré une intense collaboration entre entreprises, ainsi qu'entre les entreprises et les universités/centres de recherche, dans le but de favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat. Voir mon <a href="#">Blogue économique</a> sur ce sujet.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Plan Nord +</b> : retour du Plan Nord, la grande stratégie économique du PLQ. C'est une version bonifiée, notamment en proposant la création d'une Société du Plan Nord. Cet organisme aura pour mission de coordonner le développement du territoire. Dans le but de maximiser les retombées à travers les régions, un bureau d'approvisionnement sera intégré cet organisme pour faire connaître, aux entreprises de tout le Québec, les besoins en fourniture et en équipements de toutes sortes afin d'associer le Sud au développement du Nord. <i>Avoir un plan pour exploiter le potentiel de développement de nos ressources naturelles de façon efficace, équitable et durable, c'est bien et nécessaire. Mais quid d'un Plan Sud??? Et nos PME? Et l'innovation? Et le secteur manufacturier? Baser une économie sur les ressources naturelles, c'est une stratégie du 19<sup>ième</sup> siècle digne d'un pays en voie de développement. Voir mon <a href="#">Blogue économique</a> sur ce sujet.</i></li> <li>● <b>Redémarrer l'économie et relancer l'emploi à court terme par :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) <b>Rénovation</b> : crédit d'impôt remboursable de 20 % (jusqu'à un maximum de 2 500 \$) pour soutenir les familles qui désirent rénover leur domicile. <i>Cela avait déjà été fait sous Jean Charest avec un certain succès. Mais maintenant que les gens ont déjà installé leur solarium et rénové leur sous-sol avec cette mesure en 2010, quel impact de cette politique aujourd'hui? Petite mesurette qui n'aura pas d'impact significatif sur la croissance.</i></li> <li>2) <b>Infrastructures</b> : remettre de l'argent dans le plan de rénovation des infrastructures (routes et viaducs). <i>Mme Marois avait ralenti la cadence de ce programme, compte tenu de la rigueur budgétaire. Le PLQ reprend les vieilles méthodes du temps de Jean Charest : relancer l'économie par le béton. Nos infrastructures doivent très certainement être rénovées, mais ce n'est pas, en soit, un plan de relance économique digne du 21<sup>ième</sup> siècle.</i></li> </ol> </li> <li>● <b>Création de 250 000 emplois d'ici 5 ans.</b> <i>On voit mal comment le PLQ peut réaliser cette promesse avec un programme économique minimaliste.</i></li> <li>● <b>Stratégie maritime</b> : mettre en valeur tout le potentiel du fleuve et de l'estuaire du Saint-Laurent. Investissement dans les infrastructures portuaires, favoriser le transport maritime, développement du tourisme maritime et des croisières internationales, pérennité de l'industrie des pêches et de l'aquaculture, investissement dans recherche et le développement des technologies marines (développer des produits marins), etc. <i>Scandaleux – je répète, scandaleux – « copier-coller » du programme de la CAQ.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Politique industrielle québécoise</b> : continuation. <i>Voir mon <a href="#">analyse twitter</a> sur cette politique.</i></li> <li>● <b>Politique économique Priorité emploi</b> : continuation. <i>Voir mon <a href="#">analyse twitter</a> sur cette politique.</i></li> <li>● <b>Politique nationale de la recherche et de l'innovation</b> : continuation</li> <li>● <b>Plan de développement du commerce extérieur</b> : continuation</li> <li>● <b>Création de la Banque de développement économique du Québec.</b> <i>Après la tentative ratée de la ministre déléguée à la Politique industrielle et à la Banque de développement économique du Québec, Elaine Zakaïb le PQ revient avec cette fausse bonne idée. Voir mon <a href="#">Blogue économique</a> sur ce sujet.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Plan de sortie du pétrole pour l'horizon 2030</b> : le plan de développement économique de QS est essentiellement basé sur la sortie du pétrole, en réalisant des investissements de 23 milliards de dollars dans les transports collectifs et la rénovation éco-énergétique. <ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 000 nouveaux emplois dans les réseaux de transports en commun;</li> <li>• 145 000 emplois dans la construction;</li> <li>• Des emplois en innovation pour des nouvelles technologies vertes</li> </ul> <p><i>Je suis d'accord avec QS que la sortie du pétrole, plutôt que d'être considérée strictement comme un coût, peut générer du développement économique par l'émergence de nouvelles technologies alternatives et de nouvelles habitudes de consommation. Mais le plan de QS est vraiment minimaliste et irréaliste, si on le compare par exemple à ce que Barack Obama souhaite faire aux États-Unis (voir <a href="#">recommandations de l'OCDE</a>). De plus, je ne pense pas que l'on puisse créer 160 000 emplois juste par des investissements dans les transports collectifs et la rénovation éco-énergétique, d'autant plus que QS ne propose absolument rien d'autre pour assurer le développement économique au Québec.</i></p> </li> <li>● <b>Encourager les entreprises qui créent des emplois tant pour les femmes que pour les hommes, et qui respectent l'environnement et les valeurs sociales</b> <i>Encourager comment? Financièrement? Quelles valeurs sociales exactement? Un parti qui sait qu'il n'obtiendra pas le pouvoir peut se permettre d'affirmer ce genre de généralités irréalistes et fondamentalement simplistes.</i></li> <li>● <b>Éliminer graduellement les productions nocives, désuètes ou inutiles.</b> <i>Comment définir une production désuète ou inutile? Est-ce au gouvernement de décider de ce qui est désuet et inutile? De quels types de produits? Quels moyens légaux, réglementaires ou fiscaux? C'est vraiment n'importe quoi.</i></li> <li>● <b>Fermeture et délocalisation d'entreprises</b> : prendre possession des installations en bon état pour les transmettre à une nouvelle entreprise. <i>Mesure tout-à-fait populiste de gauche indigne pour un parti politique au Québec. Lorsqu'une firme ferme ses portes ou délocalise, elle tente déjà par tous les moyens de vendre ses installations en bon état à d'autres entreprises...</i></li> <li>● <b>Mises à pied massives</b> : imposer à l'entreprise une amende compensatoire pour aider les personnes mises à pied + nationaliser une entreprise qui serait solvable ou récidiviste. <i>Incompréhension totale du fonctionnement d'une entreprise et mesure populiste de gauche irresponsable et stupide. QS a probablement en tête les « grandes méchantes entreprises » qui licencient uniquement pour augmenter le profit des actionnaires et des « spéculateurs ». La réalité est</i></li> </ul>

		<p>• <b>Développement des PME :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• crédit d'impôt à l'exportation,</li> <li>• adopter le dossier et le guichet unique pour les entreprises,</li> <li>• mettre sur pied les programmes Créativité Québec et Démarrage-Québec,</li> <li>• exempter d'impôt le transfert d'entreprises et de fermes aux enfants et aux employés</li> </ul> <p><i>La PME est au cœur du développement économique du Québec. Il y a ici des bonnes idées.</i></p>		<p><i>tout autre. Ce type d'entreprise représente une toute petite minorité au Québec. Notre économie est composée à 80% de PME et la plupart des chefs d'entreprise qui n'ont d'autres choix que de licencier des emplois le font très souvent à contrecœur et avec beaucoup de culpabilité. Mais c'est souvent une mesure nécessaire pour maintenir la viabilité de l'entreprise et sauver le reste des emplois... Et que va faire l'État avec les entreprises nationalisées? Si l'entreprise a massivement mis à pied des travailleurs, c'est qu'elle ne va pas bien. L'État va récupérer toutes les entreprises en difficulté du Québec?</i></p> <p>• <b>Fermeture, délocalisation, mise à pied massive :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'entreprise rembourse les fonds reçus de l'État et respecte ses obligations envers ses employés <i>Je suis d'accord. Si l'entreprise perçoit des fonds publics, c'est pour qu'elle se développe durablement au Québec.</i></li> <li>• la CPDQ soutient la création de coopératives de travailleurs et travailleuses si l'entreprise est viable</li> </ul> <p><i>Coopératives : on a constaté dans le monde ces dernières années plusieurs <a href="#">cas d'entreprises</a> qui ont fermé leurs portes ou qui ont été délocalisée, et dont l'appareil de production a été repris avec succès par les travailleurs au sein d'une coopérative. Mais est-ce le rôle de la Caisse d'investir dans ce type de coopératives? L'objectif de la Caisse, c'est de protéger et de faire fructifier les retraites des québécois. Il faut faire attention de ne pas perdre de vue cet objectif. Peut-on plutôt prévoir un fonds de développement spécifique?</i></p> <p>• <b>Création d'une banque publique :</b> fournir des services bancaires aux institutions publiques et proposer des services bancaires aux ménages et aux entreprises. <i>Donc, une banque publique pour concurrencer les banques privées et les Caisses Desjardins? Pourquoi? Le gouvernement fédéral, qui gère le secteur bancaire, pourrait s'opposer à ce projet.</i></p> <p>• <b>Caisse de dépôt et de placement du Québec :</b> imputable devant l'Assemblée nationale et augmentera la représentation citoyenne à son conseil d'administration. <i>Pourquoi pas...</i></p> <p>• <b>Caisse de dépôt et de placement du Québec (suite) :</b> revoir le rôle de la Caisse pour soutenir un développement économique fondé sur des valeurs sociales et environnementales et sur la création d'emplois. <i>L'objectif de la Caisse, c'est de protéger et de faire fructifier les retraites des québécois. Il faut faire attention de ne pas perdre de vue cet objectif.</i></p> <p>• <b>Investissement Québec :</b> soutenir davantage les nouvelles entreprises, particulièrement les PME, les coopératives et les entités d'économie sociale. <i>IQ soutient déjà les nouvelles entreprises. IQ est déjà prêt à écouter tout projet viable venant de coopératives ou de l'économie sociale. Ce qu'il faut, c'est établir un cadre réglementaire et économique pour favoriser le développement de ces entités. Or, QS ne précise rien à ce sujet.</i></p>
--	--	--	--	--

<p><b>Développement régional</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Plan Saint-Laurent</b> : Le plan Saint-Laurent est en fait une politique régionale qui favorisera les territoires situés dans la Vallée du Saint-Laurent, mais en particulier les grandes villes, notamment Montréal, Québec, Sherbrooke, Gatineau et Trois-Rivières. <i>Mais la CAQ oublie-t-elle la Gaspésie? L'Abitibi? Le Saguenay?</i></li> <li>● <b>Création d'une Charte des municipalités</b> : plus grande décentralisation en faveur des villes. <i>Les villes ont de plus en plus d'importance pour le développement économique. Elles doivent donc bénéficier des moyens nécessaires pour y faire face.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Voir plus haut</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Plan Nord</b></li> <li>● <b>Stratégie maritime</b></li> </ul> </li> <li>● <b>Voir plus bas</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Plan pour la forêt québécoise</b></li> </ul> </li> </ul>	<p>Une grande partie de cette section se base sur la <b>Politique économique Priorité emploi</b>, la <b>Politique nationale de la ruralité</b> et la <b>Politique de souveraineté alimentaire</b> annoncées par le PQ dans les derniers mois.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Banque de développement économique du Québec</b> : en fusionnant les bureaux régionaux d'Investissement-Québec et ceux du Ministère des Finances et de l'Économie, on cherche à créer une meilleure synergie au niveau du développement régional. Cette Banque serait aussi dotée d'un fonds de développement régional. <i>Je n'aime pas beaucoup cette idée. Voir mon <a href="#">Blogue économique</a> à ce sujet.</i></li> <li>● <b>Décentralisation et coordination</b> : le PQ entend « continuer à faire le choix des régions et de la décentralisation » et « coordonner davantage l'action du gouvernement pour tenir compte des besoins des régions ». <i>Il n'y a eu rien de cela pendant le mandat du PQ, tout au contraire. J'ai bien hâte de voir quelles seront les mesures proposées en cette matière.</i></li> <li>● <b>Financement des villes</b> : le principe de l'autonomie municipale et sur la diversification des sources de financement des villes + plus d'autonomie fiscale. <i>Donc : le PQ promet la conclusion d'une nouvelle entente Québec-Municipalités avant l'été. Les Maires Labeaume et Coderre seront contents, mais encore une fois, j'ai bien hâte de voir cela... Ca va brasser!</i></li> <li>● <b>Appuyer le développement de Montréal</b> : notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>● soutenir le développement de nouvelles liaisons aériennes depuis l'aéroport international de Montréal</li> </ul> <i>L'aéroport Trudeau est en train de se transformer en petit aéroport de région. Il est absolument important de promouvoir d'autres destinations vers le reste du monde, notamment l'Asie, à partir de Montréal.</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>● Prolongeant de la ligne bleue du métro et en augmentant les voies réservées</li> <li>● implanter un système léger sur rail (SLR) sur le nouveau pont Champlain</li> <li>● Études préliminaires pour réfléchir au prolongement de la ligne jaune et orange du métro</li> </ul> </li> <li>● <b>Appuyer le développement de Québec</b> : consolider le dynamisme de la capitale nationale, comme le projet de construction d'un nouvel hôpital, la rénovation des Nouvelles-Casernes, et l'appui à des entreprises technologiques.</li> <li>● <b>Renforcer la Politique nationale de la ruralité</b> : poursuite la <a href="#">Politique nationale de la ruralité</a> annoncée début 2014.</li> <li>● <b>Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine</b> : stratégie d'intervention gouvernementale pour le développement de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Pacte fiscal avec les villes</b> : établir, pour les municipalités, un nouveau régime fiscal qui les rendra moins dépendantes des taxes foncières et leur permettra de générer plus de revenus autonomes, moins dépendantes des autres paliers de gouvernement. <i>Quelle bonne idée. Réellement. La taxe foncière est celle que je hais le plus. Elle est imprévisible et fluctuante pour le contribuable. Elle ne dépend pas des revenus (je pense à des retraités qui ont payé leur maison, mais qui sont obligés de la vendre parce qu'ils n'ont plus les revenus nécessaires pour payer cette taxe), ce qui la rend injuste. L'évaluation foncière est une science très imparfaite et sujette à des contestations et à la spéculation immobilière.</i></li> <li>● <b>Décentralisation</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>● transférer aux villes des pouvoirs, des responsabilités et des ressources appartenant jusqu'ici à l'État.</li> <li>● l'élection au suffrage universel des préfets de MRC</li> </ul> <i>Comme je le commentais pour la CAQ et le PQ, cette décentralisation est essentielle pour faire en sorte que les régions et les villes puissent mieux répondre aux défis du développement économique local. Pour le moment, les Conférences régionales des élus (CRÉ) sont un échec.</i> </li> <li>● <b>Abitibi-Témiscamingue</b> : mise sur pied d'un fonds de diversification économique régional de 200 millions de dollars en puisant à même les redevances minières.</li> </ul>
<p><b>Plans sectoriels</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Promotion des produits alimentaires québécois</b> : favoriser la distribution des produits du terroir et stimuler</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Renouvellement de l'industrie forestière</b> : améliorer la productivité et la compétitivité de la forêt québécoise,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Électrification des transports</b> : le PQ reste déterminé à développer au Québec un créneau dans le domaine de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Politique de souveraineté alimentaire</b> : miser sur l'agriculture de proximité, promotion des produits locaux,</li> </ul>

	<p>l'innovation dans le secteur agro-alimentaire au Québec.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Tourisme et plan Saint-Laurent</b> : Mettre en valeur le potentiel touristique exceptionnel que représente le Saint-Laurent.</li> <li>● « <b>La grande route bleue</b> » (trafic maritime) : accroître le trafic maritime dans le corridor Saint-Laurent-Grands-Lacs. Doter le Québec d'un réseau stratégique complet de pôles intermodaux qui permettra d'augmenter les échanges commerciaux. <i>C'est à la fois une stratégie économique et environnementale. En utilisant le fleuve, on enlève des camions sur les routes.</i></li> <li>● <b>Pétrole</b> : Établir et exploiter, en partenariat avec le secteur privé et de manière responsable, les ressources pétrolières du Golfe du Saint-Laurent.</li> <li>● <b>Voir plus haut création d'une Silicon Valley dans la Vallée du Saint-Laurent.</b></li> <li>● <b>Réaménagement et l'abolition de certains crédits d'impôts aux entreprises</b> : entre autres les crédits d'impôts pour la R &amp; D, les crédits d'impôts pour la production de titres multimédias et ceux pour le développement des affaires électroniques. <i>Ces crédits d'impôt ont connu beaucoup de succès pour soutenir notamment le pôle des technologies de l'information à Montréal et à Québec, ainsi que l'industrie des jeux vidéo à Montréal. La CAQ souhaite réallouer ces montants à l'émergence de sa « Silicon Valley » dans la Vallée du Saint-Laurent et de zones d'innovation. C'est un gros risque. Je ne suis pas sûr que la CAQ ait bien mesuré les conséquences de ces abolitions de crédits d'impôt.</i></li> </ul>	<p>développer la main-d'œuvre forestière, poursuivre la mise en place de la Charte du bois, valorisation de la biomasse forestière, etc.</p>	<p>l'électrification des transports.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● prioriser les modes de transport électrifiés</li> <li>● faciliter l'achat d'une voiture électrique par les particuliers</li> <li>● déployer 10 000 bornes de recharge sur l'ensemble du territoire québécois</li> <li>● créer un Institut du transport électrique</li> <li>● développer davantage la filière industrielle</li> <li>● électrique</li> </ul> <p><i>Bonne idée, mais est-ce que le Québec a réellement un avantage concurrentiel dans ce domaine pour pouvoir en faire un créneau mondial d'excellence? Pourquoi tout miser sur ce secteur et pas un autre?</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Politique nationale de transport durable des marchandises</b> : notamment, sur le corridor commercial du Saint-Laurent <i>Encore un clin d'œil au programme de la CAQ...</i></li> <li>● <b>Politique d'indépendance énergétique</b> : développement et l'exploitation durables des richesses naturelles du Québec. Le PQ souhaite réduire la dépendance du Québec aux importations de pétrole. On promet une nouvelle Loi sur les mines qui n'a pas eu le temps d'être terminée pendant la dernière législature... On veut faire la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.</li> <li>● <b>Stratégie de développement du secteur manufacturier</b> : redonner de la vigueur au secteur manufacturier québécois, notamment les PME, à travers la <a href="#">Politique industrielle québécoise</a> annoncée en automne dernier. <i>Voir mon analyse twitter sur cette politique.</i></li> <li>● <b>Économie sociale</b> : mettre en œuvre le plan d'action en économie sociale prévu par la <a href="#">Loi sur l'économie sociale</a> adoptée en octobre dernier. Cette Loi reconnaît « la contribution particulière de l'économie sociale au développement socioéconomique du Québec, dans tous les secteurs d'activité ». <i>Faut-il une loi pour reconnaître l'importance de ce secteur à l'économie du Québec? Gadget purement électoraliste.</i></li> <li>● <b>Politique de souveraineté alimentaire</b> : le PQ entend poursuivre cette politique visant à faire passer de 33 % à 50 % la consommation de produits québécois de qualité et à prix compétitif.</li> <li>● <b>Charte du bois</b> : développer la mise en place de la Charte du bois, soutenir la sylviculture, la transformation et le développement des produits du bois, à la lumière des travaux tenus lors du <a href="#">Rendez-vous national de la forêt québécoise</a>.</li> <li>● <b>Énergie éolienne</b> : poursuivre le développement éolien.</li> <li>● <b>Tourisme</b> : miser sur le tourisme pour favoriser la création d'emploi. Améliorera le crédit d'impôt pour moderniser l'hébergement touristique et construire des pôles touristiques forts dans toutes les régions. Déploiement de nouvelles routes gourmandes et agrotouristiques.</li> </ul>	<p>développer les circuits courts de distribution.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Ressources naturelles</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>● nationalisation des ressources stratégiques pour lesquelles le Québec dispose des connaissances techniques d'exploitation.</li> <li>● établir un partenariat majoritaire avec l'exploitant des autres ressources</li> </ul> <p><i>Est-ce que QS peut nous dire quelles seront ces ressources considérées comme « stratégiques » dès maintenant plutôt que de créer une psychose généralisée chez les investisseurs étrangers?</i></p> </li> <li>● <b>Redevances minières</b> : mettre en place un système adéquat de redevances à répartir équitablement entre les régions et l'État <i>OK, mais comment exactement?</i></li> <li>● <b>Favoriser 2e et 3e transformation de nos ressources naturelles.</b> <i>Aucune mesure concrète.</i></li> <li>● <b>Énergie-Québec</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>● créer Énergie-Québec pour chapeauter tout le domaine de l'énergie.</li> <li>● placer les entreprises de ce domaine sous contrôle public et nationaliser le développement de l'énergie éolienne</li> </ul> <p><i>Le Québec l'a fait pour l'hydroélectricité, pourquoi pas pour les autres formes d'énergie? L'énergie est un secteur stratégique pour une économie.</i></p> </li> <li>● <b>Organismes communautaires</b> : augmenter le financement au secteur communautaire.</li> <li>● <b>Culture</b> : soutenir la création et la production culturelle.</li> <li>● <b>Énergie</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>● l'interdiction d'explorer ou de produire de l'énergie fossile ou nucléaire</li> <li>● l'opposition à tout transport de pétrole de schiste, de gaz de schiste ou de pétrole des sables bitumineux au Québec</li> </ul> </li> <li>● <b>Soutien au transport des marchandises par voie ferrée et par voie navigable</b></li> </ul>
--	---	--	--	---

<p><b>Entrepreneuriat et création d'entreprise</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Se doter d'une politique de l'entrepreneuriat :</b> politique de l'entrepreneuriat afin d'augmenter le nombre d'entrepreneurs au Québec et d'améliorer leur formation. <i>Aucune mesure concrète. Il existe déjà un tel plan en cours par le gouvernement actuel.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Voir plus haut mesures en faveur des PME.</b></li> <li>● <b>Création de Démarrage-Québec :</b> stimuler la création d'entreprises en facilitant l'accès au capital patient. Offrir une exemption d'impôt sur le gain en capital pour les investissements dans les entreprises en démarrage liées aux nouvelles technologies. Attirer les entrepreneurs étrangers les plus talentueux. <i>C'est une bonne idée, mais il existe déjà de nombreux programmes en la matière.</i></li> <li>● <b>Relève d'entreprise :</b> exempter d'impôt le transfert d'entreprises et de fermes aux enfants et aux employés. <i>Avec tous les chefs d'entreprise qui partiront à la retraite dans les prochaines années, le dossier des relèves d'entreprise est crucial pour le développement économique du Québec.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Politique de l'entrepreneuriat :</b> doter le Québec d'une politique de l'entrepreneuriat qui viserait, entre autres, à soutenir la relève et à consolider l'offre de service à l'entrepreneuriat. Soutien personnalisé de 300 PME « gazelles ». <i>Excellentes idées. Le développement économique du Québec est en grande partie basé sur la PME. Mais comment s'y prendra-t-on concrètement? A craindre : l'approche technocratique habituellement du PQ en la matière. On verra quelle forme cela prendra concrètement.</i></li> </ul>	
<p><b>Compétitivité</b></p>				
<p><b>Innovation</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Voir plus haut création d'une Silicon Valley dans la Vallée du Saint-Laurent.</b></li> <li>● <b>Élaborer une politique visant à réhabiliter des terrains industriels afin d'y implanter des zones d'innovation.</b> <i>J'aime beaucoup cette idée, et François Legault donne plusieurs exemples dans son bouquin. D'une pierre deux coups : revitaliser les friches industrielles abandonnées et favoriser l'innovation (<a href="#">des exemples ici</a>). Mais c'est une politique qui vise essentiellement les grandes villes possédant de vieilles bâtisses industrielles dont la valeur patrimoniale et architecturale justifie la réhabilitation. <a href="#">François Legault ferait un bon Maire de Montréal...</a></i></li> <li>● <b>Favoriser les collaborations entre les universités et les entreprises :</b> notamment par la création de la « Silicon Valley » dans la Vallée du Saint-Laurent. Cette collaboration est au cœur du succès d'une « Silicon Valley ». Favoriser cette collaboration en utilisant mieux les 800 millions de dollars en crédits d'impôt consentis chaque année aux entreprises pour la recherche et le développement. <i>Mais une telle collaboration ne se décrète pas, même avec 800 millions de dollars... Voir mon <a href="#">Blogue économique</a> sur ce sujet.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Lancer le programme Créativité Québec :</b> enveloppe de 150 M\$ pour des projets innovants, gérée par Investissement-Québec.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Politique nationale de la recherche et de l'innovation :</b> poursuite de cette politique annoncée en automne 2013. Objectif : faire passer la part du PIB consacrée à la recherche et au développement à 3%, au lieu de 2,4%.</li> <li>● <b>Soutenir la recherche au collégial et dans les centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT).</b> <i>Excellente idée! Les CEGEP et les CCTT contribuent grandement à la création et la diffusion de l'innovation dans les PME. C'est un facteur de compétitivité et de développement important pour les PME.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Réinvestir dans les fonds de recherche du Québec</b> <i>Pas de mesures plus précises.</i></li> </ul>
<p><b>Éducation/formation</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Augmenter le nombre de diplômés universitaires afin de rattraper d'ici 10 ans les provinces canadiennes les plus performantes.</b></li> <li>● <b>Lutte au décrochage scolaire :</b> l'abolition des commissions scolaires permettra de dégager plus d'argent pour lutter au décrochage scolaire. <i>En d'autres termes, la CAQ promet simplement plus d'argent dans ce plan. Aucune autre mesure concrète.</i></li> <li>● <b>Abolition des commissions scolaires et autonomie des écoles.</b> abolition des commissions scolaires actuelles pour les remplacer par des structures régionales plus souples et moins coûteuses. Les ressources ainsi dégagées seront</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Formation de la main-d'œuvre :</b> miser sur la formation professionnelle et technique. Notamment, le PLQ compte s'inspirer du modèle allemand des écoles de métier afin d'intégrer davantage de stages en entreprise dans les programmes de formation professionnelle et technique. <i>Le modèle de stage en Allemagne explique en grande partie les succès allemands à l'exportation dans le domaine manufacturier. L'Allemagne dispose d'un tissu industriel très solide qui a très bien résisté à la crise économique de 2008 et à la concurrence à bas prix de la Chine. C'est le seul pays de la zone euro à ne pas avoir connu la récession depuis 2008. Mais le PLQ évoque ce modèle de stage en quelques lignes sans comprendre qu'il exige une très grande organisation et</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Politique nationale de lutte contre le décrochage scolaire :</b> poursuite de cette politique annoncée en novembre 2013.</li> <li>● <b>Formation professionnelle :</b> valoriser la formation professionnelle et veiller à son accessibilité dans toutes les régions.</li> <li>● <b>Persévérance :</b> faire en sorte que d'ici 2020, deux étudiants sur trois obtiennent leur diplôme dans les temps requis et que 80 % des étudiants l'obtiennent avant l'âge de 20 ans.</li> <li>● <b>Commissions scolaires :</b> réviser l'organisation des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Pleine gratuité scolaire à tous les niveaux, y compris l'université:</b> <i>QS considère les dépenses en éducation comme un investissement qui rapporte des bénéfices sociaux.</i></li> <li>● <b>Activités parascolaires :</b> développer des activités parascolaires gratuites dans toutes les écoles primaires et secondaires publiques.</li> <li>● <b>Réussite scolaire :</b> réduire le nombre d'élève par classe, encouragera les projets pédagogiques élaborés démocratiquement par les communautés, plan national d'alphabétisation, aide financière et professionnelle aux jeunes et aux adultes qui retournent aux études, améliorer le</li> </ul>

	<p>transférées vers les écoles pour offrir plus de services, notamment dans la lutte contre le décrochage. Plus d'autonomie pour les écoles.</p> <p><i>Excellente idée qui a été bonifiée par la CAQ lorsqu'elle a réalisé que les commissions scolaires avaient quand même un rôle utile, notamment l'approvisionnement collectif. La CAQ propose donc des structures régionales plus souples pour remplir ces missions à la place des commissions scolaires.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Orientation scolaire</b> : ajout de conseillers en orientation pour aider les élèves du secondaire à faire leur choix de carrière et planifier leur avenir.</li> <li>● <b>Tutorat scolaire</b> : mise en place d'un programme de tutorat visant à améliorer le soutien pédagogique et l'encadrement des élèves du secondaire.</li> <li>● <b>Difficultés d'apprentissage</b> : dépistage précoce des enfants de 3, 4 et 5 ans présentant des difficultés d'apprentissage.</li> <li>● <b>Améliorer la formation scientifique des jeunes québécois en mettant sur pied un programme semblable au programme <a href="#">science, technology, engineering, and mathematics</a> (STEM) aux États-Unis.</b></li> </ul>	<p><i>beaucoup d'argent au départ. Gadget électoral malheureusement.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Apprentissage des langues</b> : un montant de 2 millions \$ a été prévu dans le cadre financier, mais aucune mesure encore annoncée à ce jour.</li> <li>● <b>Lutte contre le décrochage scolaire</b> : un montant de 130 millions \$ a été prévu dans le cadre financier mais aucune annonce précise encore.</li> </ul>	<p>services du système d'éducation et le nombre des commissions scolaires.</p> <p><i>Réponse du PQ à la proposition de la CAQ d'abolir les commissions scolaires et au cafoillage du gouvernement sur les augmentations de la taxe scolaire.</i></p>	<p>soutien au personnel enseignant et non-enseignant, Améliorer les ressources des écoles en milieux défavorisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Décrochage scolaire</b> : allouer plus de ressources humaines et financières. Création de 15 000 nouveaux postes d'enseignants et d'enseignantes à temps plein à l'école publique d'ici 2020 et de 1 000 professionnels pour les appuyer.</li> <li>● <b>Université</b> : <ul style="list-style-type: none"> <li>● embauchera au moins 1000 professeurs d'université</li> </ul> </li> </ul> <p><i>Pourquoi créer 1000 postes de professeurs? Y a-t-il une pénurie de professeurs d'université? Mesure corporatiste?</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● améliorera le statut et les conditions de travail des chargés de cours</li> </ul> <p><i>Mesure corporatiste?</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>● soutenir l'Université du Québec pour améliorer les services dans les régions éloignées</li> <li>● éviter les dédoublements ou la compétition induite entre établissements</li> </ul> <p><i>Très bonne idée que de tenter d'éviter la compétition induite entre établissements à travers les centres hors campus sur le territoire des autres. Concurrence inutile.</i></p>
<b>Exportations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Mesures pour stimuler l'exportation dans les zones d'innovation liées au projet Saint-Laurent.</b> <i>Mais aucune mesure concrète.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Crédit d'impôt pour l'exportation.</b> <i>Les raisons pour lesquelles les PME n'exportent pas ou exportent peu sont très variées, et ne découlent pas uniquement de motifs financiers. Je doute de l'efficacité réelle de cette mesure. Gadget électoral?</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Plan de développement du commerce extérieur</b> : soutenir les entreprises exportatrices et accroître leur présence sur les marchés extérieurs, à travers le Plan de développement du commerce extérieur annoncé en automne dernier.</li> <li>● <b>Accompagner 1000 nouvelles entreprises vers l'exportation.</b></li> </ul>	
<b>Attraction des investissements</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Protection des sièges sociaux</b> : l'utilisation d'une partie du Fonds des générations pour réaliser l'acquisition jusqu'à hauteur de 10 % du capital-actions d'une entreprise inscrite en bourse qui fait l'objet d'une OPA hostile qui menace le maintien de son siège social au Québec. <i>Contrairement au PQ, le PLQ ne souhaite pas modifier les règlements sur le commerce des valeurs mobilières au Québec. Cependant, je suis loin d'être convaincu que le fonds des générations doit être utilisé à cette fin.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Surplus d'électricité</b> : utiliser le surplus en électricité pour attirer des investissements, et créer des emplois en offrant des tarifs réduits pour les entreprises investissant dans la réalisation de nouveaux projets au Québec <i>C'est une mesure qui est déjà mise en œuvre, qui a notamment contribué à attirer l'entreprise espagnole Ferroatlántica à Shawinigan.</i></li> <li>● <b>Retenir les sièges sociaux au Québec</b> : mettre en place les recommandations du <a href="#">Groupe de travail sur la protection des entreprises québécoises</a>, un groupe formé de gens sérieux. <i>On espère que le PQ remplira cette promesse s'il est élu.</i></li> </ul>	
<b>Emploi</b>				
<b>Lutte contre le chômage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Création de 100 000 emplois avec le projet Saint-Laurent.</b> <i>Si la CAQ va jusqu'au bout de ses idées et se montre très impliqué dans ce projet, c'est un objectif difficile mais possible, disons plutôt sur une période de 7 ans. C'est cependant beaucoup plus réaliste que les 250 000 emplois promis par le PLQ...</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Création de 250 000 emplois en 5 ans.</b> <i>Promesse qui sera très difficilement réalisable, compte tenu de la conjoncture mondiale très difficile. Ce n'est pas avec une plateforme économique minimaliste que le PLQ y arrivera.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Créer 115 000 nouveaux emplois en 3 ans</b> : sur la base de sa politique économique Priorité emploi <i>Si le PQ va jusqu'au bout de ses idées, c'est un objectif possible, bien que difficile, et plutôt réalisable sur une période de 7 à 10 ans.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Création de 160 000 emplois au cours des cinq prochaines années</b> <i>Voir plus haut.</i></li> </ul>



<p><b>Taux d'emploi (conciliation travail-famille, accueil et intégration des immigrants, etc.)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Voir <b>Lutte contre le décrochage scolaire</b>.</li> <li>• <b>Compléter le réseau des Centres de la petite enfance (CPE) :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• tarif indexé sur l'inflation</li> <li>• assurer une meilleure synergie entre l'actuel système des Centres de la petite enfance (CPE) et le réseau des garderies privées. Les garderies privées.</li> </ul> </li> </ul> <p><i>Excellentes idées!</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Lutte contre le décrochage scolaire :</b> voir plus haut.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Politique familiale québécoise :</b> poursuite de cette politique. Compléter le réseau des services de garde; Poursuivre la mise en place du fameux guichet unique facilitant l'accès aux services de garde.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>CPE :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• créer toutes les places requises en Centre de la petite enfance + donner aux CPE les budgets nécessaires</li> <li>• retirer progressivement le financement des garderies à but lucratif+ permettre à celles-ci de se transformer en CPE</li> </ul> </li> <li>• <b>Assurance parentale :</b> une assurance parentale élargie pour inclure les personnes actuellement exclues. <i>Je ne sais pas à quelles catégories de la population QS fait référence ici. Mais le principe de l'assurance implique que les gens contribuent au financement du système.</i></li> <li>• <b>Congés familiaux :</b> cinq congés payés pour responsabilité familiale sur les 10 journées prévues par la Loi. <i>C'est en fait une très bonne idée pour permettre une conciliation travail-famille effective au jour le jour.</i></li> <li>• <b>Mieux accueillir et intégrer les immigrant :</b> plusieurs mesures d'intégration, notamment la reconnaissance des diplômes des étrangers. <i>Cette mesure de la reconnaissance des diplômes est hyper importante considérant les pénuries aigües de main-d'œuvre que vivent les entreprises. Un ingénieur qui conduit un taxi, ça ne fait pas de sens.</i></li> </ul>
<p><b>Autres mesures</b></p>				
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Programme de modernisation de l'État et revue des pratiques de gestion du gouvernement :</b> l'objectif est de diminuer le niveau des dépenses du gouvernement. <i>C'est de la réingénierie de l'État qui n'en porte par le nom. Jean Charest en avait beaucoup parlé, mais elle ne s'était jamais réellement réalisée. C'est techniquement et politiquement très difficile. Il ne suffit pas de couper des postes et des programmes. Il faut réinventer le fonctionnement de l'État. J'espère que la CAQ a déjà réfléchi à cela dans le détail et dans le concret.</i></li> <li>• <b>Ménage dans l'aide et le soutien aux entreprises :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• revoir et modifier la politique de soutien aux entreprises au Québec afin de stimuler l'investissement et l'innovation.</li> <li>• revoir l'allocation des 2 milliards de dollars de crédits d'impôt aux entreprises afin de cibler la création d'emplois à valeur ajoutée et pour mieux financer la recherche universitaire en lien avec les entreprises innovantes.</li> </ul> </li> </ul> <p><i>Un grand ménage s'impose en effet dans le fouillis des aides et des programmes pour les entreprises. Mais le diable est dans les détails... Pourquoi la CAQ ne peut-elle pas être plus précise sur un dossier qui a autant de conséquences sur le développement des entreprises au Québec?</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Investissement-Québec :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• revoir son mandat et son fonctionnement afin de lui confier pleinement le rôle de supervision et de déploiement de la politique de soutien aux</li> </ul> </li> </ul>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Impôt personnel:</b> imposition d'un impôt plus progressif en y ajoutant des paliers d'imposition.</li> <li>• <b>Fiscalité des entreprises:</b> réviser l'impôt des entreprises pour qu'elles paient leur part du financement de l'État. <i>Tout cela sent la hausse d'impôt pour les entreprises. Est-ce vraiment le temps d'hausser les impôts des entreprises dans un contexte aussi difficile, en particulier pour le secteur manufacturier? Le tissu industriel du Québec est composé de PME. Ces entreprises utilisent essentiellement leur profit pour réinvestir dans l'entreprise et la faire grandir. Je préfère que l'on taxe les riches plutôt que les entreprises. Si des entreprises utilisent plutôt leur profit pour faire ce que QS appelle de la « spéculation », alors cela va enrichir des spéculateurs qui auront ensuite à payer plus d'impôt personnel.</i></li> <li>• <b>Combattre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale.</b> <i>QS compte notamment sur ces revenus fiscaux pour financer ses coûteuses promesses.</i></li> <li>• <b>Gratuité du transport en commun d'ici 10 ans</b></li> <li>• <b>Salaires minimum :</b> augmentation pour qu'il corresponde au seuil de faible revenu. <i>Plusieurs économistes pensent que cela va créer du chômage. Mais il y a autant d'études qui démontrent le contraire puisque qu'un salaire plus élevé permet de maintenir la consommation.</i></li> <li>• <b>Droits syndicaux :</b> renforcer la loi anti-briseurs de grève</li> </ul>

	<p>entreprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lui donner le mandat d'élaborer une stratégie globale et agir en partenariat avec les municipalités et les organismes affiliés pour soutenir le développement de zones d'innovation.</li> </ul> <p><i>Très bonne idée. Ceci est à contraster avec la proposition du PQ de créer une <a href="#">Banque de développement du Québec</a>.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Baisse de taxes de 1000\$ pour les familles :</b> en abolissant la taxe santé et la taxe scolaire.</li> </ul> <p><i>J'espère que François Legault a une idée très claire sur la mise en œuvre concrète des réductions des dépenses de l'État. Cela exige un plan intelligent et concret. Les partis promettent souvent de réduire la bureaucratie et les dépenses, mais une fois au pouvoir, ils réalisent que cela est beaucoup plus difficile – politiquement et techniquement – que prévu.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Indexation :</b> tarifs d'hydroélectricité et des Centres de la petite enfance indexés sur l'inflation.</li> <li>• <b>Création d'une Charte du contribuable :</b> elle comprendra trois grandes sections : <ul style="list-style-type: none"> <li>• définir les droits et les devoirs des contribuables</li> <li>• création d'un poste de directeur du budget, un fonctionnaire indépendant qui fournira une information objective sur l'état des finances publiques</li> <li>• fixer des balises au pouvoir de taxer du gouvernement.</li> </ul> </li> </ul>			<p>+ interdire les lockouts et le recours à des injonctions contre le piquetage.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Amélioration des normes du travail :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des vacances annuelles payées plus longues</li> <li>• une demi-journée de maladie payée par mois</li> <li>• deux jours de congé sans solde personnels par année</li> <li>• cinq congés payés pour responsabilité familiale sur les 10 journées prévues par la Loi</li> </ul> </li> <li>• <b>Retraites :</b> Québec solidaire fera du Régime des rentes du Québec un régime de retraite public et universel, notamment en couvrant le travail autonome et le travail invisible effectué principalement par les femmes.</li> </ul> <p><i>Ceci est en fait une bonne idée. Tout le monde doit préparer et assurer une retraite décente.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Revenu minimum garanti (RMG) :</b> remplacer l'aide social par un revenu minimum garanti (RMG) fixé au départ à 12 000 \$.</li> </ul> <p><i>Mais en fait, c'est toute la fiscalité qui est à revoir. On peut imposer un impôt négatif par exemple. En deçà d'un certain montant, on reçoit de l'argent et au-delà, on paie de l'impôt.</i></p>
--	---	--	--	--